

T@mT@m/CFTC.FAE

Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat - 2bis, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS
Téléphone : 01 40 13 80 88 - Fax : 01 40 13 80 89
Mél. : cftcfae@free.fr - Site : <http://cftcfae.free.fr>

N ° 21 Le 6 septembre 2007

Travailleurs handicapés : Le Fonds d'insertion des Personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) est en grave difficulté.

Le FIPHFP, né de la loi du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » connaît de graves difficultés de fonctionnement. Celles-ci se traduisent à ce jour par la redistribution de seulement 150000 euros sur les 130 millions disponibles ! La CFTC très engagée dans la défense des personnels handicapés déplore un tel état de fait.

Les décisions prises par le ministre E WOERTH et le secrétaire d'Etat A SANTINI inquiètent les organisations syndicales qui demandent à être reçues en audience

QU'EST-CE QUE LE FIPHFP ?

Créé à compter du 1er janvier 2006, le FIPHFP vise à favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées au sein des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière. Ce fonds est constitué en Etablissement Public, dont la gestion administrative est confiée à la Caisse des Dépôts. Le fonds collecte des contributions auprès des employeurs publics qui ne satisfont pas à l'obligation d'emploi de 6% de travailleurs handicapés et assimilés, et finance en contrepartie des aides en faveur de l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Un comité national, composé de représentants des employeurs, des personnels et des personnes handicapées, définit notamment les orientations concernant l'utilisation des crédits du fonds par des comités locaux.

DES DIFFICULTES DE FONCTIONNEMENT

Dans un courrier du 9 août 2007 adressé aux membres du comité national, co-signé par le Ministre E. WOERTH et le secrétaire A.SANTINI, ceux-ci font le constat de graves difficultés de fonctionnement :

« depuis notre prise de fonctions, nous avons pu constater que le FIPHFP n'a toujours pas enregistré les premiers résultats que les pouvoirs publics attendent de lui... »

Ils évoquent un « climat de méfiance et de suspicion entre les principaux organes du fonds » et déclarent : « Dans cette perspective, nous n'excluons pas de faire observer une pause au prélèvement des cotisations des employeurs publics afin que la nouvelle gouvernance puisse se

doter d'une nouvelle stratégie et de moyens d'intervention efficaces afin d'atteindre le taux de 6 % de travailleurs handicapés. »

Cette déclaration ne satisfait pas la CFTC qui s'associe au communiqué intersyndical suivant :

LE COMMUNIQUE CFTC - CFDT – FO – UNSA – FSU – CGT - CGC

Le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPH-FP), en place depuis le 7 juin 2006, traverse une crise grave.

Après la démission du directeur de l'établissement en juin, il a été mis fin cet été aux fonctions de la Présidente du Comité National par deux ministres assurant la tutelle. Les travaux du Fonds sont actuellement suspendus, alors que plusieurs actions importantes étaient en cours d'élaboration pour aider au recrutement et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans la fonction publique.

De plus, le gouvernement a annoncé son intention de « faire observer une pause au prélèvement des cotisations des employeurs publics ».

Ces décisions, ainsi que la méthode utilisée sont plus de nature à déstabiliser le Comité National qu'à répondre aux difficultés actuelles que traverse le FIPHFP.

Surtout, elles ne sauraient exonérer les pouvoirs publics, et plus particulièrement les tutelles, de leurs responsabilités.

En effet, depuis plusieurs mois déjà, le Comité National avait dénoncé certains dysfonctionnements et réclamé que les moyens soient donnés à l'établissement public pour assurer pleinement ses missions.

En outre, dès le début de l'année 2007, nos organisations syndicales avaient alerté publiquement, sur le faible nombre d'aides distribuées (150 000 € sur un budget cumulé de plus de 130 millions €), la lenteur de la mise en place des actions effectives en faveur des agents handicapés, le déficit de communication et d'information, le retard pris dans l'installation des Comités Locaux, l'inadéquation des outils mis en place par le gestionnaire administratif, et demandé une implication plus forte des employeurs publics.

Il importe aujourd'hui de donner enfin pleinement aux instances du FIPHFP les moyens d'œuvrer et de progresser significativement dans la mise en œuvre d'une politique volontariste en faveur de l'emploi des personnes handicapées. Celles-ci ne doivent pas faire les frais des dysfonctionnements auxquels la puissance publique n'a pas été en capacité de remédier.

Les organisations syndicales demandent à être reçues dans les plus brefs délais par les ministres en charge du budget et de la fonction publique.

Paris, le 5 septembre 2007